

Rapport de la Table Ronde sur le Financement de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050.



AVRIL 2025

INTRODUCTION

Le jeudi 3 avril 2025, LEGS-Africa a organisé, en partenariat avec la Plateforme des Acteurs de la Société Civile, au centre de ressources des organisations de la société civile, **une table ronde de haut niveau sur le Financement de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050**. Placée sous la présidence d'honneur du Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Dr Abdourahmane SARR, représenté à l'événement par Monsieur Aziz FALL, cette initiative stratégique a rassemblé d'éminents acteurs institutionnels, économiques, universitaires, ainsi que des représentants de la société civile. Conformément à sa mission de promouvoir une réflexion stratégique en faveur d'un développement durable et inclusif, LEGS-Africa a souhaité offrir une plateforme de dialogue et d'analyse pour explorer les moyens innovants et durables de financer l'ambitieux Agenda National de Transformation Sénégal 2050.¹

La tenue de cet événement intervient dans un contexte critique et complexe marqué par plusieurs dynamiques et impératifs nationaux et internationaux. Tout d'abord, la **Stratégie Nationale de Développement (SND) 2025-2029**,² récemment publiée par le gouvernement, constitue une étape clé dans l'élaboration des politiques de transformation à moyen terme. Cependant, les ambitions portées par cette stratégie évoluent dans un environnement financier contraint, caractérisé par un niveau d'endettement national équivalent au Produit Intérieur Brut (PIB) et des marges de manœuvre budgétaires et financières de plus en plus étroites, comme cela a été souligné par le Président de la République. Ces défis soulignent l'urgence d'une réflexion concertée sur des approches novatrices et adaptées pour mobiliser les ressources nécessaires.

En parallèle, le Sénégal et, plus largement, le continent africain se préparent à défendre une position commune lors de la **4^{ème} Conférence Internationale sur le Financement du Développement**³, prévue en juin 2025 à Séville, en Espagne. Cette rencontre internationale

sera l'occasion pour le Sénégal de plaider pour des mécanismes de financement plus équitables face à des enjeux globaux cruciaux tels que la lutte contre les flux financiers illicites, la réforme des Partenariats Public-Privé (PPP) et l'harmonisation des systèmes fiscaux mondiaux. Ce contexte global alimente l'urgence et la pertinence d'initiatives comme cette table ronde, qui visent à ancrer le débat dans des réalités locales tout en prenant en compte les dynamiques internationales. L'événement a réuni une trentaine de participants, issus de divers horizons, notamment des représentants d'institutions publiques, d'organisations de la société civile, du secteur privé, des universitaires, ainsi que des citoyens engagés. La discussion, ouverte par Monsieur **Elimane Haby KANE, Directeur Exécutif de LEGS-Africa**, a été modérée avec brio par le **Professeur Chérif Salif SY, expert mondialement reconnu dans les politiques de développement**. Enseignant chercheur et ancien cadre du NEPAD et participant aux précédentes conférences sur le financement du développement, le Professeur SY a su guider les échanges en valorisant les perspectives complémentaires des intervenants.

Cette table ronde a bénéficié des contributions éclairées de plusieurs experts renommés :

- **Dr Ndongo Samba SYLLA**, économiste et critique des modèles de dépendance financière internationale, a enrichi les débats par ses analyses sur l'autonomie financière et les stratégies endogènes de financement.
- **Abdou CISSE**, expert en Actuaire et en Finance, est intervenu sur la souveraineté monétaire, le rôle stratégique des banques centrales africaines et les leviers innovants pour financer le développement sur le continent.
- **Dr Seydou BOCOUM**, expert polyvalent en économie numérique et technologies financières, a proposé des solutions pragmatiques pour renfor-

1. <https://www.vie-publique.sn/documents/415/senegal-2050>

2. <https://www.vie-publique.sn/documents/452/snd-2025-2029>

3. <https://pactemondial.org/evenement/4e-conference-internationale-sur-le-financement-du-developpement-2025/>

cer les mécanismes d'investissement dans le cadre de l'Agenda Sénégal 2050.

- **Mamadou Mignane DIOUF**, membre du Forum Social Sénégalais et militant engagé en faveur du financement inclusif et de la défense des intérêts des peuples africains. Il a souligné l'importance de prioriser les initiatives participatives et les approches centrées sur les communautés.
- **Aziz FALL**, Coordonnateur de la Direction Générale de la Coopération des Financements Exté-

rieurs et du Secteur Privé : En tant que représentant du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, a présenté les perspectives institutionnelles et les priorités stratégiques du gouvernement en matière de mobilisation des ressources.

À travers cette table ronde, LEGS-Africa réaffirme son rôle central en tant que catalyseur de réflexions et d'actions pour le développement durable au Sénégal. Cette initiative ouvre la voie à des discussions approfondies et à des recommandations clés qui contribueront à la mise en œuvre réussie de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050.



I- Déroulement de l'activité :

A- Discours d'ouverture de M. Elimane Haby KANE

La table ronde a débuté par le discours d'ouverture de M. Elimane Haby KANE, Directeur Exécutif de LEGS-Africa, qui a marqué le ton de l'événement par une intervention riche et stratégique. Il a tout d'abord exprimé ses salutations chaleureuses à l'ensemble des participants, en particulier aux autorités présentes, soulignant l'importance de leur engagement dans cette initiative. Il a ensuite contextualisé la tenue de cette table ronde en rappelant les dynamiques nationales et internationales qui rendent cruciale une réflexion approfondie sur le financement de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050.

M. KANE a évoqué la présentation, en octobre dernier, par le Président Bassirou Diomaye FAYE, de sa vision pour le Sénégal, un document stratégique finalisé et rendu public par le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Il a mis en lumière les défis financiers auxquels le pays est confronté, notamment un déficit budgétaire limité par un niveau d'endettement élevé. Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité de repenser les mécanismes de financement, en proposant de réduire la dépendance au financement extérieur du secteur public tout en encourageant une mobilisation accrue des ressources domestiques à travers des mécanismes souverains et un modèle économique assumé. Selon lui, cette approche pourrait contribuer à l'élaboration d'une stratégie efficace pour relever les défis actuels.

M. KANE a également souligné l'importance de la 4ème Conférence des Nations Unies sur le Financement du Développement, prévue en 2025, comme une opportunité stratégique pour le Sénégal et l'Afrique de défendre une position commune face aux enjeux globaux. Il a évoqué l'accélération de l'exploitation des ressources naturelles comme un levier potentiel, tout en mettant en garde contre les implications géopolitiques et les initiatives internationales, notamment celles du président américain, qui pourraient influencer les dynamiques économiques mondiales. Ces observations ont renforcé l'urgence de préparer une stratégie africaine unique et cohérente.

Dans le cadre de cette réflexion, M. KANE a annoncé la tenue prochaine d'un atelier national, visant à élaborer une position concernée du Sénégal à partager avec les délégations africaines à la conférence internationale. Il a également abordé les discussions en cours avec l'initiative Agenda Afrique en vue d'intégrer les acteurs sénégalais de la société civile dans un groupe de travail panafricain en perspectives de la conférence internationale, tout en insistant sur la nécessité d'une mobilisation collective pour répondre aux défis du financement au niveau national et continental. Par son discours, M. KANE a posé les bases d'une discussion riche et engageante, en appelant les participants à contribuer activement à la réflexion stratégique pour un financement durable et inclusif de l'Agenda Sénégal 2050.

B- Discours introductif de M. Chérif Salif SY

Après l'ouverture faite par M. Elimane Haby KANE, le Professeur Chérif Salif SY, modérateur de la table ronde, a livré un discours introductif riche en anecdotes historiques et en analyses critiques, qui a posé un cadre précis pour les débats à venir. Il a entamé son intervention en évoquant sa participation à la Conférence de Monterrey et l'accueil chaleureux qu'avait réservé M. Koffi ANNAN, alors Secrétaire général des Nations Unies, à la délégation sénégalaise. Ce souvenir l'a conduit à exposer la réalité souvent décevante de la coopération internationale en matière de financement du développement, particulièrement la difficulté des partenaires occidentaux à respecter leurs engagements.

M. SY a présenté les promesses et limites du Consensus de Monterrey. En effet, il a poursuivi en présentant les résultats de la conférence, matérialisés par le Consensus de Monterrey, un document structuré en 06 points clés, qu'il a qualifié de vision contestée. Il a détaillé chaque point tout en y apportant une analyse critique :

- 1. Mobilisation des ressources nationales :** Il a souligné l'importance de renforcer les capacités des États à générer des recettes internes, tout en dé-

plorant les défis structurels entravant cette mobilisation.

- 2. Investissements Directs Étrangers (IDE) :** Considérés comme un moteur de croissance, M. SY a critiqué leur concentration dans les pays industrialisés et leur faible impact sur la création d'emplois dans les pays en développement.
- 3. Commerce international :** Présenté comme un outil d'intégration économique, il l'a assimilé au consensus de Washington, marqué par des politiques de déréglementation et de décloisonnement, qui, selon lui, ne profitent pas aux plus pauvres.
- 4. Aide publique au développement (APD) :** Il a dénoncé l'incapacité des pays occidentaux à atteindre l'objectif de 0,7 % de leur PIB promis aux pays en développement.
- 5. Gestion de la dette extérieure :** Les annulations partielles et conditionnelles n'ont pas, selon lui, résolu le surendettement structurel des nations du Sud.
- 6. Réforme des systèmes financiers internationaux :** Bien que nécessaire pour assurer une stabilité globale, cette réforme n'a pas été suffisante pour répondre aux inégalités économiques croissantes.

En conclusion, il a critiqué le cadre néolibéral sous-jacent du Consensus de Monterrey, où les priorités des partenaires internationaux et du système des Nations Unies restent ancrées dans une logique principalement rentière. Il a également pointé du doigt le manque de considération pour les besoins réels des pays en développement, accentuant les inégalités et les crises successives.

M. SY a aussi exposé les limites du modèle et la nécessité de réformes. Il a insisté sur l'importance de **repenser fondamentalement le modèle de financement du développement**. Il a salué le travail du Dr Ndong Samba SYLLA, qu'il considère comme un acteur clé dans ce domaine, et a affirmé que briser les dogmes et adopter une régulation stricte des marchés finan-

ciers étaient des impératifs pour avancer.

Un point central de son discours a porté sur la nécessité de valoriser les ressources non financières dans le financement du développement. Il a regretté que les discussions internationales négligent souvent la coopération scientifique, technique, et l'utilisation des savoirs endogènes. Selon lui, le véritable développement se construit aussi en investissant sur les jeunes et en reconnaissant les savoirs locaux, souvent ignorés mais fondamentaux.

En comparant la période post-COVID à la période suivant la chute du mur de Berlin, le Professeur SY a averti que les priorités des pays occidentaux restent centrées sur leurs propres besoins, comme le financement de la reconstruction de l'Ukraine, plutôt que sur le soutien aux pays du Sud. Il a rappelé que la mobilisation interne sur le continent africain devait rester une priorité, tout en reconnaissant que l'aide extérieure demeurait nécessaire pour compléter les efforts locaux.

M. Chérif Salif SY a terminé son discours en exhortant les participants à s'engager activement dans la réflexion et en donnant la priorité à des modèles inclusifs et endogènes de financement. Il a encouragé une interaction équilibrée durant la table ronde, afin que les retours du public enrichissent les discussions, et a conclu son discours par une invitation à aller au-delà des conventions et des idées reçues pour repenser collectivement les paradigmes actuels.

Intervention du représentant du Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération :

Invité par Monsieur Elimane Haby KANE dans le cadre de cette table ronde, **Monsieur Aziz FALL, Coordinateur à la Direction générale de la Coopération, des financements extérieurs, du Développement du Secteur privé et des Partenariats**, a livré une communication structurée et stratégique, centrée sur les orientations économiques actuelles du Sénégal. Il a insisté sur la nécessité d'une transformation structurelle et d'un changement de paradigme dans la manière

de penser le développement.

Monsieur FALL a rappelé que la politique économique actuelle s'inscrit dans la vision formulée par le Président de la République, Monsieur Bassirou Diomaye FAYE, le 14 octobre dernier : **“Un Sénégal souverain, juste et prospère”**. Pour concrétiser cette vision, une étape préalable de diagnostic a été menée, révélant une situation d'endettement plus préoccupante que prévu, nécessitant un réajustement du cadre macroéconomique. Ce diagnostic a permis de poser les bases des chantiers prioritaires pour le développement économique du pays.

Selon lui, c'est dans cette perspective que plusieurs chantiers ont été initiés, notamment :

- **Assainissement du cadre macroéconomique :** Cela inclut la maîtrise du déficit et la recherche de marges budgétaires soutenables.
- **Mobilisation de financements innovants :**
 - Financements verts : Alignés sur l'Accord de Paris (article 6), ces financements visent à intégrer des pratiques durables dans les projets de développement.
 - Partenariats Public-Privé (PPP) : Une stratégie nationale est en cours de finalisation, avec des prévisions ambitieuses pour la période 2025-2029. À cet horizon, 4370 milliards FCFA sont prévus dans le cadre des projets PPP, dont 1300 milliards financés par l'État, le reste étant mobilisé par le secteur privé.

Ces approches visent à réduire le recours à l'endettement classique tout en garantissant la durabilité des infrastructures et en impliquant le secteur privé comme acteur clé du développement.

Monsieur FALL a exprimé une opinion personnelle en affirmant que le développement ne se finance pas directement, mais que ce sont les projets et programmes qui peuvent l'être. Il a souligné que les enjeux de développement dépassent les seules questions financières ou techniques, et nécessitent une transformation profonde des mentalités ainsi qu'une reconquête de

la souveraineté. Selon lui, la souveraineté ne signifie pas l'isolement, mais plutôt la capacité à se nourrir, se soigner, se défendre et à coopérer avec les autres en position de force et de cohérence avec soi-même.

Ainsi, Monsieur FALL a appelé à une relecture du modèle économique sénégalais afin de mieux capitaliser sur les ressources et intelligences locales. Il a insisté sur l'importance de mobiliser les savoirs endogènes et les compétences internes pour construire un développement durable et inclusif.

Pour conclure son propos, Monsieur FALL a réitéré la disponibilité du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, ainsi que celle du gouvernement, à dialoguer et collaborer avec la société civile et toutes les forces vives du pays. Car le développement du Sénégal est une œuvre collective, exigeant la mobilisation de tous les acteurs pour relever les défis actuels et futurs, a-t-il affirmé.

Introduction du thème par le modérateur, Pr. Chérif Salif SY

Après l'intervention de Monsieur Aziz FALL, représentant du Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, le modérateur M. Chérif Salif SY a pris la parole pour introduire le thème de la table ronde et préparer le terrain pour les échanges. Fidèle à son style, il a enrichi son propos avec des réflexions profondes et une critique nuancée, tout en mettant en avant l'importance de repenser les approches actuelles en matière de financement du développement.

M. SY a exprimé sa préoccupation face à la tendance des pays africains à se focaliser sur des solutions rapides, souvent dictées par des pressions économiques, sans prendre le temps de mobiliser pleinement les ressources locales. Il a cité en exemple ses observations en Asie, où les pays comme le Vietnam réussissent à développer des infrastructures de qualité en utilisant majoritairement des matériaux locaux, réduisant ainsi les coûts tout en favorisant l'autonomie. Selon lui, la recherche de financements externes rapides et faciles mène souvent à des mécanismes insoutenables à long terme.

Rebondissant sur l'intervention de Monsieur FALL, le modérateur a souligné l'importance du rôle de l'État dans la construction des infrastructures essentielles, notamment scolaires et ferroviaires, que le secteur privé ne finance que lorsqu'elles génèrent un retour financier rapide. Il a insisté sur le fait que le développement ne peut être réduit à la simple mobilisation de ressources financières, mais exige aussi des changements sociaux et mentaux. Il a cité l'économiste François Perroux, affirmant que le développement repose avant tout sur une transformation des comportements, des mentalités, et une remise en question individuelle et collective.

M. SY a également critiqué certaines idées reçues sur le rôle des entreprises, affirmant que ce n'est pas elles qui créent la richesse, mais le travail des individus. Il a plaidé pour une revalorisation des efforts humains et une reconnaissance du rôle central de l'État dans la construction des bases d'un développement durable.

M. SY a donc encouragé les participants à s'engager pleinement dans les discussions et à adopter une posture proactive face aux défis financiers et structurels. Il a introduit Dr Ndongo Samba SYLLA, en lui témoignant son estime et en soulignant l'importance de son travail éminent pour le continent et pour un monde meilleur. M. SY a présenté Dr Ndongo Samba SYLLA, premier intervenant, comme un économiste possédant une double expertise, en économie classique et en économie du développement. Soulignant la richesse de cette combinaison, il a salué leur collaboration de longue date dans le cadre d'analyses et de réflexions prospectives sur les enjeux stratégiques du continent. Selon lui, la prospective, tout comme le plan de l'architecte qui anticipe la construction d'une demeure idéale, est fondamentale pour imaginer l'avenir et anticiper les obstacles. Cependant, il a regretté que les contraintes de ressources tendent à enfermer les pays africains dans une gestion axée sur l'immédiateté, au détriment d'une approche plus visionnaire.

Intervention de Dr Ndongo Samba SYLLA :

L'intervention du Dr Ndongo Samba SYLLA lors de cette table ronde s'est distinguée par **une réflexion critique et prospective sur les stratégies de financement du développement adaptées au contexte sénégalais, dans le cadre de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050**. Il a inscrit son propos dans le contexte des documents stratégiques récemment publiés, tels que le Master Plan 2025-2034 et la Stratégie Nationale de Développement 2025-2029, en soulignant la nécessité urgente de mobiliser des financements adaptés pour répondre aux ambitions de cet agenda. Il a plaidé pour une rupture avec les paradigmes traditionnels qui ont échoué à fournir des solutions durables aux pays du Sud.

Dr Ndongo Samba SYLLA n'a pas manqué de développer une réflexion approfondie sur les approches nécessaires pour garantir un financement efficace et durable du développement, tout en critiquant les paradigmes traditionnels qui freinent les progrès des pays du Sud. En effet, il a commencé en insistant sur l'importance de la souveraineté économique et monétaire comme pierre angulaire de tout projet de financement. Selon lui, la dépendance excessive aux impôts ou aux aides extérieures est une limitation majeure, et il a plaidé pour que la Banque centrale soit repositionnée comme la source principale de financement public, capable de répondre aux besoins stratégiques des États.

Abordant les mécanismes internationaux, Dr SYLLA a vivement critiqué les politiques d'austérité promues par le FMI, qu'il considère incompatibles avec les objectifs de développement des nations du Sud. Il a également mis en lumière la problématique des transferts monétaires internationaux, tels que la dette contractée en devises étrangères, qu'il voit comme un frein structurel au développement durable.

La fiscalité, a-t-il souligné, doit être repensée et perçue comme un véritable outil de transformation. Il a appelé à une réforme fiscale globale, soutenue par une coordination internationale, notamment via des institutions comme l'ONU. Dans cette optique, la fiscalité ne doit pas être vue comme une contrainte, mais

plutôt comme un levier stratégique pour mobiliser les ressources nationales et renforcer la résilience économique.

« Il a appelé à une réforme fiscale globale, soutenue par une coordination internationale, notamment via des institutions comme l'ONU. Dans cette optique, la fiscalité ne doit pas être vue comme une contrainte, mais plutôt comme un levier stratégique pour mobiliser les ressources nationales et renforcer la résilience économique. »

Au-delà des ressources financières, Dr SYLLA a mis l'accent sur la mobilisation des ressources non financières. Il a insisté sur la valorisation des savoirs endogènes, du capital humain, de la science et des technologies comme moteurs essentiels de transformation économique et sociale. Il a également souligné la nécessité de mécanismes solides d'épargne nationale et d'assurance pour structurer efficacement le financement du développement.

Quant aux Partenariats Public-Privé (PPP), bien qu'il reconnaisse leur utilité, il a insisté sur la nécessité de les intégrer dans une stratégie cohérente et axée sur la souveraineté économique. Cela permettrait de prévenir les déséquilibres et la dépendance excessive des États vis-à-vis des acteurs privés.

Il a également affirmé que tout processus de développement devait reposer sur une protection sociale solide, indispensable pour soutenir les réformes économiques structurelles et réduire les inégalités. Selon lui, cette base sociale est le socle de toute politique d'émergence réussie.

Sur le plan des solutions innovantes, Dr SYLLA a exploré les opportunités offertes par les cryptomonnaies, les "stable coins" et les monnaies numériques émises par les banques centrales. Il a appelé à l'élaboration d'une législation proactive et à une régulation stratégique de ces instruments, afin d'exploiter pleinement leur potentiel dans un cadre sécurisé et bénéfique.

Dr SYLLA a insisté sur la valorisation des savoirs endogènes, du capital humain, de la science et des technologies comme moteurs essentiels de transformation économique et sociale. Il a également souligné la nécessité de mécanismes solides d'épargne nationale et d'assurance pour structurer efficacement le financement du développement.

Enfin, Dr SYLLA a insisté sur le rôle crucial de la mobilisation citoyenne et du changement des mentalités. Il a affirmé que le financement du développement exige un engagement populaire fort, ainsi qu'une responsabilisation des générations futures. Pour lui, la réussite repose sur une gouvernance inclusive, capable de fédérer toutes les forces vives autour d'une vision commune et partagée.

À travers son intervention, Dr Ndongo Samba SYLLA a livré une critique éclairée des modèles existants. Ainsi, pour repenser le financement du développement de manière autonome, inclusive et durable, il propose de :

- 1. Construire une architecture financière endogène, ancrée dans les réalités et les potentialités locales.**
- 2. Intégrer de manière systématique la science, la technologie et l'assurance dans les stratégies de financement.**
- 3. Adopter des approches inclusives et participatives pour garantir la réussite de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050.**
- 4. Renforcer la coopération Sud-Sud comme alternative aux modèles économiques occidentaux inefficaces.**

Dr Ndongo Samba SYLLA a conclu en invitant à un changement radical de paradigme, centré sur l'autonomie, la mobilisation des ressources internes, et une vision collective pour assurer un développement durable et inclusif au Sénégal.

Réflexions du modérateur après l'intervention de Dr Ndongo Samba SYLLA

Suite à l'intervention de Dr Ndongo Samba SYLLA, le modérateur, Pr. Chérif Salif SY, a partagé quelques réflexions complémentaires, consolidant les points essentiels tout en introduisant le second intervenant.

Pr. SY a d'abord exprimé sa gratitude envers Dr SYLLA pour la richesse et la profondeur de son analyse, tout en incitant les participants réellement intéressés par ces enjeux à avoir pris des notes attentives. Il a

recentré l'échange sur trois éléments clés, notamment l'importance de la souveraineté en tant que fondement du financement du développement. Selon lui, cette souveraineté implique de sortir du cadre de pensée habituel. Rester prisonnier des paradigmes traditionnels ne peut qu'engendrer les mêmes résultats insatisfaisants. Il a insisté sur le rôle incontournable de l'État dans la création monétaire, mais a rappelé que cela dépend avant tout de la maîtrise de son propre destin : un défi central pour le Sénégal et l'Afrique.

Le modérateur a également souligné que l'épargne n'a jamais eu pour rôle de financer directement l'investissement, démystifiant une idée souvent répandue. Par analogie, il a rappelé que ce ne sont pas les dépôts effectués dans les banques qui «font» la banque, mais les crédits qu'elle accorde. Dans ce contexte de fortes contraintes, il a mis en avant l'importance d'exploiter toutes les marges de manœuvre disponibles, tout en appelant à un leadership visionnaire capable d'amorcer un changement de direction. Cela, selon lui, est fondamental pour briser le cercle vicieux dans lequel de nombreux pays sont enfermés.

Le commentaire de M. SY s'est ensuite orienté vers une critique structurée de l'État, affirmant que l'État, où qu'il soit, n'a jamais été l'instance neutre ou universelle de tous les citoyens. Il reflète toujours des intérêts spécifiques de classe, une réalité que beaucoup préfèrent ignorer. Pour parvenir à une souveraineté populaire, il a souligné que cela nécessitera beaucoup de travail, de sacrifices, et surtout une remise en cause des structures aliénantes qui limitent l'émancipation des peuples.

Le modérateur a également évoqué des cas exemplaires tels que le Botswana et la Libye, qui ont su desserrer les contraintes structurelles grâce à des décisions stratégiques coûteuses mais nécessaires. Il a plaidé pour que les Sénégalais et les Africains en général acceptent de supporter les coûts de renonciation inhérents à certaines stratégies. Il a toutefois mis en lumière l'impact des aliénations culturelles et autres, qui, selon lui, empêchent souvent les Africains de s'émanciper et les maintiennent attachés à des modèles hérités.

Pour conclure, le modérateur a exhorté les participants à réfléchir à ces enjeux dans une perspective pragmatique et autonome, tout en mettant en garde contre les risques d'un attachement excessif aux modèles hérités. Après cette réflexion synthétique, il a invité le second intervenant, Monsieur Abdou CISSE, à prendre la parole, tout en saluant la qualité du débat et les efforts de Dr SYLLA pour un continent et un avenir meilleurs.

Intervention de Monsieur Abdou CISSE :

Monsieur Abdou CISSE, expert en actuariat et finance, a inscrit son intervention dans une réflexion sur **la souveraineté monétaire, le rôle stratégique des banques centrales africaines et les leviers innovants pour financer le développement sur le continent**. S'appuyant sur son expérience, il a proposé une analyse claire et des pistes concrètes pour transformer le système financier africain.

Monsieur CISSE a, dès le début de son intervention, rappelé l'importance des banques centrales dans la stabilité et le développement des économies modernes, en illustrant ses propos avec des exemples internationaux :

- **Crédit Suisse (Suisse) :** En 2023, la Banque nationale suisse a soutenu le rachat de Crédit Suisse par UBS, mobilisant 259 milliards CHF pour préserver la stabilité bancaire.
- **Réserve Fédérale (États-Unis) :** Elle s'est transformée en assureur lors des faillites bancaires américaines de 2023, garantissant tous les dépôts au-delà de la couverture habituelle de 250 000 dollars.
- **France :** La création de la SFEF en 2008 a permis un refinancement massif (70 milliards d'euros) sans impact direct sur la dette publique.

Ces exemples montrent comment les banques centrales occidentales, en adoptant des mesures non conventionnelles, protègent leurs économies. Monsieur CISSE a plaidé pour que l'Afrique adopte des stratégies similaires, adaptées à ses réalités, afin d'assurer sa souveraineté économique.

«le rôle de l'assurance dans le système financier africain doit être amplifié pour résoudre le problème récurrent de sous-financement. Il a proposé la mise en place d'un projet collaboratif réunissant les banques, les assureurs et les États membres de la zone UEMOA.»

Monsieur CISSE a critiqué les normes budgétaires et monétaires imposées aux pays africains, soulignant l'hypocrisie des pays occidentaux qui, eux-mêmes, ne les respectent plus. Il a dénoncé l'impact des exigences contraignantes sur les pays africains, incapables de répondre aux besoins fondamentaux de leurs populations.

Il a cité, à titre d'exemple, les critiques de la Banque mondiale lors des assemblées FMI-BM en octobre 2023, dénonçant les achats d'obligations par les banques centrales occidentales, qui créent des distorsions de flux de capitaux au détriment des économies en développement.

Dans son intervention, Monsieur Abdou CISSE a proposé des pistes concrètes et stratégiques pour transformer le système financier africain et promouvoir un financement endogène et souverain du développement. Il a mis en avant deux principaux leviers à activer, en insistant sur l'urgence de contextualiser les solutions aux réalités économiques et sociales de l'Afrique.

Tout d'abord, l'accès au service public monétaire constitue un axe essentiel de sa réflexion. Monsieur CISSE a suggéré la mise en place de « CFA obligations », des instruments financiers libellés en monnaie locale et destinés à financer directement les projets de développement. Il a plaidé contre l'imitation des mécanismes occidentaux, tels que le Quantitative Easing (QE), et proposé de concevoir un QE africain, adapté aux besoins spécifiques du continent, basé sur ses contextes économiques et sociaux uniques.

Ensuite, il a pointé l'intégration du secteur assurantiel comme un levier négligé dans le financement du développement africain. Selon lui, le rôle de l'assurance dans le système financier africain doit être amplifié pour résoudre le problème récurrent de

sous-financement. Il a proposé la mise en place d'un projet collaboratif réunissant les banques, les assureurs et les États membres de la zone UEMOA. Ce projet viserait à :

de la zone UEMOA. Ce projet viserait à :

de la zone UEMOA. Ce projet viserait à :

- Combattre le sous-financement chronique, en encourageant les investissements dans des secteurs essentiels,
- Inciter les banques à accorder davantage de crédits aux PME/PMI, malgré les risques associés,
- Répondre aux pratiques peu engageantes des banques étrangères présentes en Afrique, qui restent limitées dans leur implication locale.

Monsieur CISSE a ensuite détaillé des innovations à mettre en œuvre pour remodeler le paysage financier africain. Parmi celles-ci figure la création d'une mutuelle générale de caution solidaire entre banques, qui permettrait de mutualiser les risques tout en renforçant la stabilité financière. Il a également proposé l'établissement d'une réassurance par un consortium africain, offrant une protection accrue face aux aléas économiques.

En outre, il a plaidé pour l'introduction d'un taux de rendement interne spécifique à chaque zone régionale, tenant compte des particularités économiques et culturelles locales, pour mieux structurer les secteurs bancaire et assurantiel. Enfin, il a encouragé la conception de nouveaux produits financiers adaptés aux réalités africaines, tels que le prêt à participation aux bénéfices. Ce mécanisme innovant permettrait de rembourser un crédit en fonction d'un pourcentage des bénéfices réalisés, s'appuyant ainsi sur des principes éthiques et culturels propres au continent.

Monsieur CISSE a conclu en insistant sur l'importance d'une réappropriation souveraine des outils moné-

«...une transformation profonde du système financier africain s'impose, reposant sur l'innovation, la solidarité, et un ancrage dans les réalités locales. Cette vision nécessite un leadership audacieux, capable d'assumer les coûts des réformes nécessaires pour bâtir un avenir économique durable.»

taires et financiers par les pays africains. Il a affirmé que les banques centrales africaines doivent jouer un rôle stratégique dans le développement économique et que les pays africains doivent sortir du carcan des institutions financières internationales.

Selon lui, une transformation profonde du système financier africain s'impose, reposant sur l'innovation, la solidarité, et un ancrage dans les réalités locales. Cette vision nécessite un leadership audacieux, capable d'assumer les coûts des réformes nécessaires pour bâtir un avenir économique durable.

Commentaire du modérateur sur l'intervention de Monsieur Abdou CISSE

Suite à l'intervention de Monsieur Abdou CISSE, le modérateur, M. Chérif Salif SY, a pris la parole pour synthétiser les points clés abordés et élargir la réflexion sur les enjeux de souveraineté monétaire et d'indépendance économique des pays africains.

Il a d'abord exprimé sa gratitude envers Monsieur CISSE pour avoir clarifié l'utilité fondamentale d'une banque centrale, rappelant que dans les années 1970-1980, la Banque de France avait tout simplement annulé la dette du pays, ce qui dépasse largement les simples mécanismes de soutien aux entreprises privées. Pour lui, cet exemple illustre la puissance réelle qu'une nation souveraine peut exercer sur son système monétaire. Citant Thierry Montbrillant, il a affirmé que "pour être une puissance, il faut avoir la capacité et les moyens de soumettre le reste du monde", une réalité économique et géopolitique incontournable.

Abordant le système financier actuel, M. SY a insisté sur le fait qu'il repose sur une structure de centre et de périphérie, dans laquelle l'Afrique demeure largement dépendante des normes imposées par des institutions financières internationales. Il a soutenu que, malgré ces contraintes, des marges de manœuvre existent, et il a encouragé les pays africains à les exploiter pour renforcer leur autonomie financière et mieux contenir l'impact des modèles économiques dominants.

L'un des points majeurs qu'il a mis en avant est la né-

cessité de développer certains services stratégiques afin de renforcer la société et ses acteurs économiques. Pour lui, cette approche est préférable à une simple recherche d'alternatives, qui peut s'avérer insuffisante sans un ancrage concret dans la réalité locale. Il a cité l'exemple des pays asiatiques, qui ont réussi à transformer leurs économies sans perdre de temps à se plaindre des contraintes extérieures, mais en les intégrant et en les contournant intelligemment.

Par ailleurs, M. SY a reconnu que l'éducation et la prise de conscience de la population constituent des obstacles majeurs à une véritable rupture avec le système dominant. Il a regretté que la plupart des citoyens ne perçoivent pas l'urgence du changement et qu'ils continuent à chercher une place dans le monde tel qu'il fonctionne aujourd'hui, sans envisager une transformation profonde. Selon lui, il est illusoire de vouloir devenir des puissances capitalistes industrialisées à la manière des pays occidentaux ; l'Afrique doit, au contraire, travailler progressivement et stratégiquement à sortir du carcan imposé.

Enfin, avant d'inviter le prochain intervenant, Monsieur Mignane DIOUF, le modérateur a salué son engagement en faveur des droits fondamentaux, notamment l'accès à l'eau, à l'électricité et à l'éducation, éléments essentiels à une véritable transformation sociale et économique.

Intervention de Monsieur Mignane DIOUF, membre du Forum Social Sénégalais :

Monsieur Mignane DIOUF, membre actif du Forum Social Sénégalais, a inscrit son intervention dans une réflexion profonde sur le financement du développement national dans le cadre de l'Agenda Sénégal 2050. Il a abordé cette question sous un angle sociologique et citoyen, en insistant sur l'importance de transformations sociales et comportementales comme préalables à toute transformation économique durable.

Monsieur DIOUF a commencé par rappeler que le développement ne peut être imposé de l'extérieur. Citant Joseph Ki-Zerbo, il a affirmé que "on ne déve-

«...le financement du développement doit être porté par tous les citoyens, pas seulement par l'État ou le gouvernement. Il a insisté sur l'importance d'impliquer les acteurs locaux – paysans, éleveurs, pêcheurs, jeunes, femmes transformatrices – dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement. »

loppe pas, on se développe”, soulignant que la transformation doit d’abord être citoyenne et sociale avant d’être économique. Il a insisté sur le fait qu’aucune transformation économique ne peut réussir sans une transformation sociale et comportementale profonde.

Il a également évoqué les résistances internes et externes qui naissent lorsque des sociétés tentent de se transformer, en prenant l’exemple du Brésil sous Lula et de la Libye sous Kadhafi. Ces expériences montrent que le financement du développement ne peut être pensé comme un événement ponctuel, mais comme un processus permanent, impliquant chaque génération dans une dynamique continue de réinvention et d’adaptation.

Pour Monsieur DIOUF, le financement du développement doit être porté par tous les citoyens, pas seulement par l’État ou le gouvernement. Il a insisté sur l’importance d’impliquer les acteurs locaux – paysans, éleveurs, pêcheurs, jeunes, femmes transformatrices – dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement. Selon lui, sans cette mobilisation citoyenne, le projet restera incomplet.

Il a également appelé la classe politique à faire preuve de plus d’ouverture et de tolérance envers la critique citoyenne. Trop souvent, les analyses des intellectuels ou des citoyens sont perçues comme des attaques politiques, ce qui freine le dialogue constructif nécessaire au développement.

Monsieur DIOUF a conclu son intervention par des recommandations concrètes pour poser les bases sociales et citoyennes du développement :

- 1. Promouvoir une transformation sociologique et citoyenne forte :** Cela passe par une refonte de l’éducation civique, une culture du respect des biens publics, et une gestion sobre des ressources.
- 2. Renforcer le patriotisme économique :** Chaque acteur doit comprendre que les ressources nationales appartiennent à la communauté et non à des intérêts individuels.

3. Repenser les partis politiques : Il a plaidé pour des partis structurés, dotés d’écoles de formation politique citoyenne, afin de dépasser les modèles personnalisés actuels.

4. Valoriser la coopération internationale : Le patriotisme ne doit pas signifier l’enfermement. La coopération avec d’autres nations doit se faire sur la base du respect mutuel et de la souveraineté assumée.

Monsieur DIOUF a insisté sur le fait que tant que les fondements sociaux et citoyens du développement ne seront pas posés, aucune transformation économique durable ne sera possible. Il a appelé à un travail de transformation intérieure, long mais indispensable, pour bâtir un avenir inclusif et autonome.

Après l’intervention de Monsieur Mignane DIOUF, le modérateur, M. Chérif Salif SY, a immédiatement introduit Dr Seydou BOCOUM, soulignant son expertise et son parcours académique et professionnel.

Présenté comme un enseignant, chercheur, économiste et financier, Dr BOCOUM a suivi ses études aux États-Unis avant de revenir au Sénégal pour contribuer à la réflexion sur les questions économiques et financières du pays. Son domaine de prédilection, les fintech, lui confère une connaissance approfondie de l’innovation dans le secteur financier et des opportunités qu’elle peut offrir aux économies émergentes.

Le modérateur a précisé qu’il reviendrait plus tard sur les dimensions sociales abordées par Mignane DIOUF, notamment la notion des biens premiers qui, selon lui, devraient être des biens libres dans une économie équilibrée. Avant cela, il a invité Dr Seydou BOCOUM à prendre la parole pour partager son analyse et sa vision sur les enjeux liés aux fintech, leur impact sur l’économie sénégalaise et leur potentiel pour renforcer l’indépendance financière du pays.

Synthèse de la communication de Dr Seydou BOCOUM

Lors de son intervention, Dr Seydou BOCOUM a exprimé sa gratitude pour l'invitation et la présence des participants avant de partager son parcours académique et ses réflexions sur le financement du développement et la digitalisation de l'économie.

Dr BOCOUM a rappelé qu'il est un produit de l'école américaine, mais qu'il a effectué son doctorat à l'université Cheikh Anta Diop, sous la tutelle du Professeur Seydi Aboubacar DIENG, président du Laboratoire de Recherche en Économie Numérique (LAREN). Il a expliqué que son programme doctoral, unique en son genre, intégrait trois disciplines clés : les mathématiques, l'informatique et l'économie, afin de proposer une approche innovante de la politique budgétaire.

Sa thèse de doctorat portait sur la Modern Monetary Theory (MMT), qu'il considère comme un levier budgétaire programmable à travers la monnaie numérique de banque centrale (CBDC) et une politique structurelle basée sur le Gouvernement Resource Planning (GRP). Il a salué Dr Ndongo Samba SYLLA, qui avait abordé le concept de MMT dès 2015, avant même les travaux de Stéphanie Kelton et Mosler.

Dr BOCOUM a souligné que le Sénégal doit élaborer son propre modèle digitalisé, inspiré des deux grands paradigmes mondiaux : le modèle américain (USS Edgar) et le modèle chinois. Selon lui, une transformation digitale efficace serait un véritable levier de développement. Il a rappelé qu'il avait présenté cette idée lors d'une formation des cadres du PASTEF, en mai 2021, en insistant sur le rôle du digital comme moteur du développement économique.

Il a abordé la question de la colonisation financière, mais en allant plus loin en évoquant un possible «esclavage financier». Il a illustré ses propos par l'exemple de l'euro numérique et des transactions en franc CFA, qui seront bientôt entièrement traçables grâce à la

«.. la transformation numérique ne pouvait se faire sans une politique monétaire et budgétaire solide, appelant à une ré-appropriation stratégique des outils financiers pour renforcer la souveraineté économique du Sénégal.»

digitalisation. Selon lui, cette évolution entraînera une centralisation complète des transactions, rendant les réseaux bancaires occidentaux indépendants des systèmes comme Visa ou American Express.

De retour d'une conférence à Francfort sur l'Euro Digital, il a discuté avec Dr Alexandra, responsable du projet de digitalisation de l'euro, et a constaté que les transactions financières africaines seraient directement contrôlées par ce système, renforçant la dépendance monétaire.

Il a proposé plusieurs alternatives pour sécuriser l'économie africaine dans ce contexte :

- **Les BRICS et le projet Nexus, qui favorisent les échanges en monnaie locale entre 70 pays, dont la Malaisie, Singapour et les Philippines.**
- **L'introduction des stable coins, déjà encadrés par une législation européenne et pouvant offrir une alternative crédible aux monnaies classiques.**
- **La mise en place d'un système financier souverain, à travers l'adoption de cryptomonnaies et de monnaies gouvernementales numérisées.**

Selon lui, au lieu d'attendre 2050, des réformes ambitieuses pourraient être mises en place d'ici trois ans. Il a comparé la protection sociale dans plusieurs pays, notant qu'un tiers de la population chinoise, française et américaine est directement aidé par son gouvernement. Il a insisté sur le fait qu'une meilleure politique monétaire et sociale pourrait aider à réduire les disparités économiques et prévenir des crises socio-économiques.

Dr BOCOUM a conclu en mettant en garde contre les risques liés aux changements climatiques, aux inégalités sociales et aux innovations financières mondiales. Il a affirmé que la transformation numérique ne pouvait se faire sans une politique monétaire et budgétaire solide, appelant à une réappropriation stratégique des outils financiers pour renforcer la souveraineté économique du Sénégal.

Après l'intervention éclairante de Dr Seydou BOCOUM, le modérateur M. Chérif Salif SY a pris la parole pour marquer

une pause et inviter les participants à enrichir le débat. Il a souligné la diversité des perspectives abordées, allant de la souveraineté monétaire à la digitalisation de l'économie, et a insisté sur l'importance d'élargir ces réflexions aux réalités concrètes du Sénégal.

Afin de donner à chacun l'opportunité d'exprimer ses idées et ses préoccupations, il a annoncé l'ouverture des discussions au public. Il a encouragé les participants à poser des questions aux experts présents, à partager leurs réflexions et à proposer des pistes d'action complémentaires pour renforcer la souveraineté économique et financière du pays.

Discussions :

Monsieur Amath SOUMARE, vice-président du Mouvement des entreprises du Sénégal (MDES), a ouvert les discussions. Lors de son intervention, il a partagé son expérience de plus de 30 ans dans le domaine du développement économique et de l'intelligence économique. Il a exprimé son accord avec les idées présentées sur la souveraineté monétaire, mais a soulevé des interrogations importantes sur les prérequis nécessaires avant d'envisager un changement de monnaie.

«La souveraineté monétaire est un objectif louable, mais elle ne peut être envisagée sans un renforcement préalable de l'économie nationale, notamment via une augmentation des exportations, une valorisation des productions locales, et un renforcement de la confiance autour de la monnaie.»

Monsieur SOUMARE a rappelé que les exemples de pays ayant réussi leur transition monétaire —comme le Botswana avec l'exportation de diamant ou la Libye avec son pétrole— reposent sur des économies solides, soutenues par une monnaie forte et une valeur ajoutée significative à l'export. Selon lui, un changement de monnaie au Sénégal ne pourrait être bénéfique que si l'économie est suffisamment robuste et bien cotée à l'international.

Il a mis en garde contre l'idée de créer une monnaie nationale sans un travail préalable sur la compétitivité économique. Un changement immédiat de monnaie

sans une base économique solide pourrait conduire à une instabilité monétaire grave et à une perte de confiance sur les marchés financiers.

Il a insisté sur le fait que la monnaie repose sur un principe fondamental : la fiducia, c'est-à-dire la confiance des acteurs économiques dans sa valeur et sa stabilité. Une monnaie qui n'inspire pas confiance sera dévalorisée et peu recherchée sur les marchés internationaux.

Prenant l'exemple du franc CFA, il a expliqué qu'il est quasiment inutilisable à l'étranger, même en France, ce qui montre que son poids économique est très limité. Selon lui, avant de parler de souveraineté monétaire, il faut garantir que la future monnaie nationale puisse circuler librement, être recherchée sur les marchés, et s'appuyer sur une économie exportatrice solide.

Monsieur SOUMARE a proposé une approche raisonnée et progressive vers la souveraineté monétaire. Il a suggéré que des pays comme le Mali et le Sénégal, qui disposent de réserves d'or, pourraient allouer 10 à 15 % de leur stock d'or pour constituer une réserve de garantie et ainsi renforcer leur monnaie nationale. Toutefois, il a averti que cette stratégie resterait insuffisante si l'économie elle-même ne devient pas plus compétitive à l'export.

Pour lui, la souveraineté monétaire est un objectif louable, mais elle ne peut être envisagée sans un renforcement préalable de l'économie nationale, notamment via une augmentation des exportations, une valorisation des productions locales, et un renforcement de la confiance autour de la monnaie. Il a conclu en appelant à une réflexion approfondie sur la stratégie monétaire à adopter pour éviter un modèle monétaire fragile et peu compétitif.

Quant à **Seydina Ndiaye du Consortium Jeunesse Senegal (CJS), jeune entrepreneur social et praticien**, il a présenté une critique citoyenne et un plaidoyer en faveur de l'autodétermination économique et sociale au Sénégal. S'inscrivant dans une perspective innovante, il a abordé des thèmes liés à la fiscalité, à l'idéologie du développement et aux inégalités économiques.

Seydina a ouvert son propos en posant une question fondamentale en tant que citoyen : où va l'impôt que nous payons ? Il a souligné la frustration des citoyens qui, malgré le paiement de leurs taxes, se tournent vers des services privés pour l'éducation, la santé et d'autres besoins fondamentaux. En se référant aux données budgétaires de 2020-2021, il a noté que 50 % du budget national est absorbé par les salaires de la fonction publique et l'armée, le reste étant réparti sur d'autres secteurs comme l'éducation, sans pour autant répondre aux attentes en termes de développement.

Seydina a affirmé que le développement est une manifestation explicite de l'autodétermination des peuples. Il a appelé à une remise en question des institutions internationales, telles que celles issues de la Seconde Guerre mondiale, qu'il considère obsolètes face aux défis du monde moderne marqué par l'intelligence artificielle et les objets connectés.

Pour lui, la priorité doit être de positionner le Sénégal comme un producteur de technologie et de nouveaux marchés économiques. En s'adressant à Dr Ndongo Samba SYLLA, il a affirmé que la question monétaire dépasse la technique : c'est une question de dignité humaine. Seydina a souligné les discriminations systémiques liées aux devises, où les compétences équivalentes dans différents hémisphères ne bénéficient pas des mêmes avantages économiques.

Seydina a dénoncé un problème structurel avec ***l'aide internationale au développement***, citant des chiffres alarmants :

- 96 % de l'aide annoncée ne parvient pas aux bénéficiaires locaux, mais reste entre les mains des donateurs.
- Seuls 2 à 4 % des financements humanitaires atteignent les acteurs locaux, et seulement 9 % dans le cadre de l'USAID.
- Il a critiqué la logique selon laquelle l'aide est

captée par ceux qui la dispensent, ce qui empêche un investissement réel dans le développement.

Seydina s'est dit partisan d'une idéologie d'autodétermination, portée par une innovation technologique et une volonté de briser la dépendance à l'aide internationale. Il a plaidé pour une vision ambitieuse du développement économique basée sur l'émergence d'une classe moyenne sénégalaise et sur une hausse du niveau de vie, plutôt que sur une logique d'assistanat ou de réduction des coûts.

Pour conclure, Seydina a invité à adopter une approche radicalement nouvelle du développement, axée sur l'innovation, l'autodétermination et une gestion transparente des ressources publiques. Il a salué l'existence d'un espace de discussion abordant des questions rarement mises en lumière, tout en appelant à davantage de débats sur des sujets qui touchent directement à la dignité et à l'avenir économique des citoyens.

Après Seydina, ***Mme Oumou Khayri Niang*** est intervenue pour donner son point de vue. Elle a commencé par exprimer sa gratitude envers les organisateurs de l'atelier, tout en soulignant la brièveté de la discussion pour des sujets aussi cruciaux. Elle a abordé la question de la souveraineté économique, insistant sur son importance dans le contexte des luttes historiques contre le colonialisme et le néocolonialisme. Elle a appuyé les propos de Mignane DIOUF, affirmant que rien ne peut se construire sans tenir compte des contextes sociaux et économiques.

Un point central de son intervention concernait la prise en compte des discriminations et des inégalités, notamment celles qui touchent les femmes. Elle a dénoncé leur exclusion dans de nombreux secteurs, malgré leur rôle crucial à la base du développement. Elle a plaidé pour une conceptualisation claire et concrète de solutions permettant d'intégrer pleinement les femmes dans la transformation économique, dès les premières étapes.

Mme Niang a souligné l'urgence de repenser les modes de financement et les approches inclusives pour garantir une véritable transformation socio-économique, où les inégalités de genre et les discriminations seraient activement prises en compte.

Elle a également critiqué la faible représentativité des femmes et des jeunes dans les panels, regrettant que même les rares femmes techniciennes présentes n'aient pas eu l'occasion de s'exprimer. Elle a appelé à un changement tangible, où les femmes pourraient jouer un rôle décisif dans le développement, en dépassant le stade des théories pour obtenir des résultats concrets.

Pour terminer, Mme Niang a souligné l'urgence de repenser les modes de financement et les approches inclusives pour garantir une véritable transformation socio-économique, où les inégalités de genre et les discriminations seraient activement prises en compte.

Une deuxième dame est intervenue. Elle a débuté en remerciant les organisateurs pour l'opportunité de prendre la parole, tout en appréciant l'effort d'inclure une deuxième femme dans les discussions, soulignant ainsi l'importance de l'équité et de la parité dans de tels espaces.

Elle a ensuite recentré le débat sur un aspect crucial du développement : la lutte contre la corruption. Selon elle, le Sénégal doit impérativement aborder cette problématique, car la corruption a des conséquences profondes sur les ressources nationales. Elle a évoqué le constat récurrent où des membres d'anciens gouvernements sont accusés d'avoir détourné des milliards, mais où les remboursements restent marginaux, voire infimes, par rapport aux sommes perdues.

Elle a souligné que si ces fonds détournés restaient au Sénégal et étaient redistribués pour le bien public, ils pourraient considérablement contribuer au développement national. Elle a plaidé pour l'élaboration de stratégies efficaces contre la corruption, qu'elle considère comme un levier crucial pour soutenir la croissance et améliorer les conditions de vie des citoyens. Avant de conclure, elle a réaffirmé l'importance de cet enjeu dans la réflexion sur le développement durable du pays.

Madame Elisabeth Senghor, membre de la Cosydep, a pris la parole pour exprimer son sentiment partagé entre crainte et espoir face au contexte socio-économique actuel et aux transformations mondiales. Elle a

notamment évoqué les coupes dans l'aide publique au développement et les relents nationalistes observés en Europe et aux États-Unis.

Elle a souligné les inquiétudes liées à la fragilité des soutiens externes, mais s'est montrée optimiste quant aux solutions proposées lors du panel, notamment celles sur la souveraineté monétaire et la gestion des ressources naturelles. Elle espère que ces réflexions seront intégrées dans les travaux en cours au sein du ministère de l'Économie, du plan et de la coopération pour garantir des résultats concrets.

Madame Senghor a insisté sur la nécessité de miser sur le capital humain comme pilier central de toute transformation socio-économique. Elle a plaidé pour une refonte des curricula, une modernisation du système d'éducation et de formation, et un alignement avec les besoins réels des sociétés contemporaines. Selon elle, les transformations sociales, culturelles et citoyennes doivent être au cœur des stratégies de développement.

Elle a élargi le débat en évoquant :

- Les **flux illicites** et leur impact sur le financement.
- Les **exonérations fiscales** comme levier potentiel.
- Le rôle que pourrait jouer **l'espace communautaire UEMOA** dans la création d'une monnaie unique et dans les stratégies de financement.

En conclusion, Madame Elisabeth a appelé à un travail approfondi sur les enjeux éducatifs et citoyens, tout en maximisant les contributions régionales et fiscales pour parvenir à une transformation économique et sociale durable.

Abdou DIAW, promoteur du magazine économique Le Marché, a salué la qualité des discussions et les initiatives proposées, tout en partageant des observations et propositions liées au financement endogène et exogène pour les pays africains.

Il a souligné l'importance de la liquidité existante dans l'UEMOA, confirmée par des injections hebdomadaires de liquidités atteignant 7 000 milliards de FCFA, réparties sur 125 banques dans la sous-région.

«...sans outils tels que la monnaie nationale et une banque centrale fonctionnelle, il est impossible de planifier efficacement le développement.»

Il a évoqué le marché de la dette souveraine, où le Sénégal prévoit de lever 1 400 milliards en 2025, et les huit pays de l'UEMOA près de 10 000 milliards au total. Il a présenté ce mécanisme comme un levier souvent sous-estimé dans la stratégie de financement des États.

1. Revoir les dépenses fiscales : Abdou DIAW a plaidé pour une réduction des exonérations fiscales et une responsabilisation accrue des entreprises à travers le paiement de leurs impôts.
2. Élargir l'assiette fiscale : Il a mis en lumière la nécessité de taxer davantage les acteurs économiques non soumis à l'impôt et les secteurs encore informels, afin de mobiliser les ressources dormantes.
3. Encourager l'actionnariat populaire : Il a suggéré d'impliquer les milliardaires locaux dans le financement des infrastructures comme les autoroutes à péage, afin d'éviter les fluctuations extérieures et de renforcer l'usage du franc CFA.

Abdou a également abordé des **mécanismes internationaux** :

- **Obligations sociales** : Il a indiqué que ces instruments représentent une tendance croissante, avec près de 2 000 milliards de FCFA mobilisés sur les marchés internationaux.
- **Valorisation des revenus de la diaspora** : Soulignant leur potentiel significatif, il a rappelé les recommandations formulées dans un ouvrage collectif sur le financement économique.
- **Promotion des Partenariats Public-Privé (PPP)** : Il a insisté sur la nécessité d'un transfert de technologie et d'une ingénierie financière innovante, prenant l'exemple de la Côte d'Ivoire, qui a levé 220 milliards en franc CFA et 1,75 milliards en dollars sur les marchés internationaux.

Ainsi, Monsieur DIAW a appelé à une réflexion approfondie et à une gestion ingénieuse des forces endogènes et exogènes pour maximiser le financement du

développement. Il a regretté que cette discussion n'ait pas eu lieu avant le lancement de Sénégal 2050, afin d'inclure ces recommandations dans la stratégie nationale.

Réactions des panélistes sur les interventions du public :

Dans sa conclusion des échanges, Dr Ndongo Samba SYLLA a insisté sur la nécessité de repenser les paradigmes économiques et de développer une meilleure compréhension des mécanismes financiers pour garantir un développement durable et autonome.

Il a souligné que la monnaie est avant tout une réalité immatérielle, reposant sur des écritures électroniques. Cette distinction est essentielle pour éviter des idées erronées sur son fonctionnement. Il a critiqué les paradigmes actuels, affirmant qu'ils freinent les progrès économiques et la souveraineté monétaire des pays africains.

Dr SYLLA a proposé un changement de paradigme :

- Arrêter de se concentrer uniquement sur le financement et se tourner vers une planification des ressources réelles (travail, terre, équipements).
- Il a rappelé que la surémission d'eurobonds a conduit certains pays, comme l'Éthiopie, le Kenya et la Zambie, à des situations de défaut de paiement.

Pour lui, la sortie du franc CFA est un préalable indispensable à la récupération des instruments économiques souverains. Il a noté que, sans outils tels que la monnaie nationale et une banque centrale fonctionnelle, il est impossible de planifier efficacement le développement. Dr SYLLA a donné l'exemple du Botswana, qui a su transformer son système économique après avoir quitté la zone «rand».

Il a dénoncé l'inefficacité de l'aide internationale, indiquant que celle-ci profite principalement aux pays donateurs et non aux bénéficiaires. Il a mis en garde contre une dépendance excessive à ces mécanismes et a plaidé pour un financement basé sur les capacités propres des pays.

Avant de terminer son intervention, Dr SYLLA a formulé des recommandations :

- Récupérer les instruments économiques souverains, incluant la monnaie et la politique budgétaire.
- Organiser des ateliers sérieux pour expliquer les mécanismes économiques et former les acteurs compétents.
- Planifier les ressources réelles, en se concentrant sur la production locale et sur des mécanismes d'acquisition réalistes pour les besoins externes.
- Garantir un endettement à taux zéro pour les États dans leur propre monnaie, au lieu de recourir systématiquement aux marchés financiers.

Mignane DIOUF, dans sa réaction aux interventions du public, a apporté des illustrations concrètes pour appuyer les discussions, notamment sur les thèmes de l'aide publique au développement, des flux financiers illicites et des initiatives participatives en matière de gouvernance locale.

Il a insisté sur l'inefficacité et l'hypocrisie de l'aide publique au développement (APD), comparant son apport insignifiant à celui des migrants et de la diaspora, qui génèrent des ressources beaucoup plus importantes. Il a donné des exemples concrets :

- Les migrants interceptés par Frontex ou placés en centres de rétention en Europe sont financés sur des budgets inscrits comme APD, un processus qui profite davantage aux pays donateurs qu'aux bénéficiaires.
- Les ONG européennes opérant en Afrique mobilisent la majorité des fonds pour payer des salaires élevés à leur personnel expatrié, tandis que les agents locaux reçoivent des rémunérations dérisoires.

Il a conclu que cette forme d'aide ne vise qu'à maintenir des rapports de dépendance, rappelant les paroles de Thomas Sankara : **«Toute aide qui ne me permet pas de me départir de l'aide, je n'en veux pas.»**

Mignane DIOUF a lié les flux illicites aux questions de

corruption et de détournement, qu'il considère comme des symptômes d'une mal gouvernance structurelle. Il a également évoqué des exemples de gestion participative de la fiscalité, en citant l'initiative de Porto Alegre au Brésil. Il a expliqué comment les populations locales ont financé elles-mêmes des projets d'infrastructures essentielles, comme l'accès à l'eau, en rassemblant une part importante des fonds nécessaires.

Il a plaidé pour une gouvernance où l'État responsabilise davantage les citoyens, tout en leur donnant les moyens d'agir sur leur cadre de vie. En retour, les citoyens doivent s'engager pleinement dans leurs rôles. Ces transformations doivent s'inscrire dans une dynamique de participation et de générosité, afin de créer des modèles de gestion véritablement inclusifs et durables.

Mignane DIOUF a conclu en soulignant l'importance d'élargir et d'approfondir les débats, en organisant des discussions thématiques pour arriver à des recommandations solides et concrètes. Il a insisté sur la nécessité d'un travail participatif et ouvert, qui permettra de renforcer les décisions stratégiques et les transformations nécessaires au développement.

Dans sa prise de parole, Dr Seydou BOCOUM a apporté des précisions sur les mécanismes financiers internationaux et les évolutions récentes dans le domaine monétaire, en lien avec l'aide publique au développement (APD).

Dr BOCOUM a illustré comment l'APD bénéficie majoritairement aux institutions européennes. Il a révélé que de nombreux projets africains, comme le programme de 50 milliards d'euros de l'Union européenne pour le commerce extérieur marocain, sont gérés directement depuis l'Europe, notamment par des structures académiques et financières comme le Francfort Institute of Finance and Management. Cette centralisation témoigne que l'APD reste, en grande partie, en Europe, tout en collaborant avec des institutions comme la Banque mondiale et la Banque européenne de développement.

Dr BOCOUM a expliqué que le monde est passé du

Consensus de Washington à un nouveau paradigme appelé Blended Finance ou «finance mixte». Ce modèle combine :

- Les fonds des projets publics,
- L'aide au développement,
- Les investissements privés,
- Les contributions philanthropiques.

Il a critiqué ce système, soulignant qu'il impose des assurances coûteuses comme le MIGA (Agence Multilatérale de Garantie des Investissements), sans lesquelles les investisseurs internationaux, notamment européens, ne s'engagent pas.

Dr BOCOUM a détaillé les nouvelles catégories de monnaies identifiées par l'Union européenne :

1. Le cash : La monnaie traditionnelle sous forme physique.
2. Les monnaies électroniques : Comprenant les monnaies scripturales déjà en circulation.
3. Les CBDC (Central Bank Digital Currency) : Monnaies numériques émises par les banques centrales, accessibles en gros ou en détail.
4. Les Stable Coins : Des monnaies complémentaires rattachées à une monnaie d'origine pour stabiliser leur valeur.
5. Le CBMT (Commercial Bank Money Token) : Une monnaie récente utilisée par les banques commerciales européennes, nécessitant des infrastructures comme la blockchain.

Il a alerté sur la méconnaissance de ces innovations par les citoyens sénégalais, tout en soulignant leur impact sur les transactions internationales et le rôle des banques commerciales.

Dr BOCOUM a terminé en mettant en garde sur les transformations rapides des systèmes financiers mondiaux. Il a appelé à une meilleure compréhension de

ces mécanismes pour ne pas être marginalisé dans un monde financier de plus en plus complexe et digitalisé.

Conclusions des travaux :

Pr Chérif SY, modérateur de cette table ronde, a exprimé ses sincères remerciements à tous les participants pour leurs contributions riches et constructives. Il a salué les efforts collectifs visant à faire avancer le Sénégal à travers des débats ouverts et enrichissants. Soulignant la difficulté de conclure des discussions aussi complexes, il a encouragé la poursuite du dialogue et a promis de transmettre un texte détaillé, préparé en amont, pour partage. Il a ainsi souligné les points principaux des conclusions :

1. La richesse des thématiques abordées Bien que certains sujets n'aient pas été traités en profondeur, l'essentiel a été de poser des bases solides pour une réflexion future. Les questions soulevées sur la souveraineté économique, les politiques monétaires et les stratégies de financement incarnent une dynamique intellectuelle nécessaire.
2. La difficulté et la responsabilité de la mission : Le partenariat avec le Ministère de l'Économie et des Finances implique une responsabilité importante : celle de fournir des orientations pour naviguer dans un contexte de contraintes structurelles. Assumer cette tâche exige non seulement des compétences mais aussi une approche pragmatique et sans naïveté.
3. Réflexion sur le monde académique : Dans le paysage universitaire mondial, la majorité des économistes restent attachés à l'économie néoclassique, limitant l'émergence de courants alternatifs. Pourtant, il est crucial de cultiver des perspectives hétérodoxes pour alimenter le débat et inspirer des solutions novatrices.
4. Construire des passerelles entre élite et pouvoir : Face aux gouvernements souvent alignés sur des intérêts extérieurs, il est essentiel de construire des passerelles entre les élites progressistes et les dirigeants. Cela nécessite du courage et une claire conscience des faiblesses structurelles.

Avant de terminer, le Professeur SY a donné quelques approches clés et orientations stratégiques, notam-

ment :

- Démystifier la dette et la monnaie : La dette, le déficit budgétaire et la monnaie ne doivent pas être idolâtrés. Ce sont des instruments de politique économique qu'il faut utiliser intelligemment. L'endettement n'est pas un mal en soi, pourvu qu'il serve à léguer un patrimoine (actif) supérieur au passif pour les générations futures.
- Préparer une souveraineté monétaire réfléchie : Le combat contre le franc CFA est ancien, mais une transition réussie nécessite des alternatives concrètes et crédibles. L'exemple du Botswana, qui a transformé son économie après avoir quitté la zone «rand», démontre que c'est possible avec une bonne planification.
- Mobilisation des ressources internes : L'exemple des pays asiatiques montre que l'aide publique au développement (APD) ne doit être qu'un complément. L'essentiel des ressources pour le développement doit provenir d'une mobilisation efficace des atouts locaux et régionaux.
- Promouvoir la responsabilité et le réalisme : Il est important d'adopter une posture de dialogue respectueux avec les gouvernants, en dénonçant les dysfonctionnements avec lucidité mais sans partisanship.
- Fiabilité des indicateurs économiques : Les indicateurs utilisés, tels que le PIB ou le taux d'emploi, sont souvent imprécis. Ils doivent être replacés dans leur contexte pour éviter de bâtir des modèles économiques déconnectés des réalités locales.

Le Professeur SY a terminé en rappelant que le Sénégal ne peut avancer sans un travail collectif basé sur la mobilisation de ses propres forces et une planification réaliste des ressources. La construction de passerelles, l'émergence d'alternatives crédibles et l'engagement citoyen doivent être au cœur des efforts pour créer un avenir souverain et durable.

Il a enfin invité à une réflexion participative continue, tout en félicitant les participants pour leurs contribu-

tions et leur engagement.

Après Pr Chérif SY, Elimane Haby Kane a, lui aussi, fait ses conclusions en remerciant chaleureusement les participants, les organisateurs et les intervenants pour leurs contributions et leur engagement. Il a souligné l'importance de poursuivre le débat et de partager les résultats de cet atelier à travers un rapport détaillé.

Monsieur KANE a insisté sur l'urgence pour les décideurs de comprendre et d'agir sur les recommandations formulées. Des décisions éclairées, prises dès maintenant, permettraient de gagner un temps précieux dans la mise en œuvre des réformes nécessaires. Il a aussi appelé à élargir la masse critique des sachsants, en sensibilisant les Sénégalais sur les enjeux et défis de l'heure et en les mobilisant pour qu'ils prennent leur destin en main. La prise de conscience citoyenne est, selon lui, la mission la plus importante.

Elimane Haby Kane a mis en avant la nécessité de proposer des solutions alternatives et souveraines pour répondre aux besoins essentiels du Sénégal. Il a rappelé que la souveraineté financière ne peut être atteinte tant que le pays reste dépendant du système qui a été implanté pour faciliter l'exploitation des ressources internes au profit d'intérêts extérieurs, dont la monnaie du franc CFA. Il a plaidé pour une utilisation stratégique des leviers économiques afin de négocier avec le reste du monde sur un pied d'égalité.

Toutefois, il a dénoncé l'idéologie néolibérale, qu'il considère responsable des grandes inégalités mondiales. Il a souligné que 50 % de la richesse mondiale est détenue par seulement 10 personnes, une situation qu'il juge inacceptable et comparable aux inégalités observées à l'intérieur du Sénégal. Il a exhorté l'État à utiliser ses moyens pour résoudre ces problèmes sociaux, en rappelant les promesses de rupture et de refondation économique faites par le régime actuel.

Avant de terminer son propos, Monsieur KANE a fait quelques propositions et annoncé les futures initiatives

de LEGS-Africa :

- 1. Organisation d'un atelier présidentiel :** Cet atelier doit produire un agenda clair et précis sur la souveraineté financière pour orienter les décideurs.
- 2. Focus sur l'emploi et la culture :** Il a salué le programme TORNADOES présenté par Aboubacar GUEYE sur l'emploi et annoncé une prochaine session dédiée au plein emploi. Il a également insisté sur l'importance de l'ancrage culturel pour un développement durable.
- 3. Tables rondes mensuelles :** Il a annoncé "Les Tables rondes du LEGS" qui est un cadre de discussions, de réflexion et d'échanges réguliers sur des thèmes variés pour continuer à informer et mobiliser les citoyens autour de priorités stratégiques en Afrique et au Sénégal.

Il a conclu en appelant à une responsabilité collective, tant des citoyens que des gouvernants, pour surmonter les obstacles et bâtir un avenir souverain. Il a insisté sur l'importance de la prise de conscience citoyenne, qui facilitera la mise en œuvre des réformes nécessaires.

Recommandations issues de cette table ronde :

Les échanges riches et variés lors de cette table ronde ont permis de dégager des pistes concrètes pour répondre aux enjeux soulevés autour de la souveraineté économique, du financement du développement et des transformations sociales. Ces recommandations synthétisent les solutions et orientations stratégiques proposées par les intervenants, dans l'objectif de guider les actions futures. Elles constituent une feuille de route pour accompagner les décideurs, mobiliser les citoyens et engager des réformes significatives et durables.

1. Souveraineté monétaire et gestion des ressources :

- Récupérer les instruments économiques souverains, notamment une monnaie nationale, une banque centrale et une politique budgétaire autonome.

- Préparer des alternatives solides avec un agenda précis avant de quitter le franc CFA pour garantir une transition économique maîtrisée et éviter les risques d'instabilité.
- Mettre en place des instruments comme les CFA obligations, ou des mécanismes de financement local en monnaie nationale pour renforcer les économies nationales.
- Renforcer la gouvernance participative en responsabilisant les citoyens pour améliorer leur cadre de vie local à travers des mécanismes de cofinancement.
- Lutter activement contre la corruption et renforcer la transparence dans l'utilisation des fonds publics et la lutte contre les Flux financiers illicites (FFI) .

2. Mobilisation des ressources internes :

- Revoir les dépenses fiscales pour limiter les exonérations inutiles et responsabiliser les entreprises dans leur contribution au financement public.
- Élargir l'assiette fiscale pour intégrer les activités productives non imposées et mobiliser les niches fiscales encore inexploitées.
- S'inspirer des mécanismes d'ingénierie financière réussis, comme l'émission d'obligations sociales ou en monnaie locale, pour diversifier les sources de financement.
- Impliquer les acteurs locaux, y compris les citoyens fortunés, dans des initiatives comme l'actionnariat populaire pour financer des infrastructures nationales.

3. Innovation financière et régulation :

- Adopter des monnaies numériques de banques centrales (CBDC) pour moderniser les systèmes financiers, tout en s'assurant d'une régulation adaptée.
- Explorer l'utilisation des «stablecoins» et autres outils monétaires innovants, tout en garantissant qu'ils soient compatibles avec les réalités économiques locales.

4. Réforme et responsabilité de la gouvernance :

- Encourager les gouvernements à écouter et intégrer les contributions de think tank, d'experts et d'intellectuels locaux dans l'élaboration des politiques publiques.

5. Valorisation du capital humain :

- Moderniser le système éducatif en ajustant les curricula scolaires pour répondre aux besoins contemporains et préparer une main-d'œuvre adaptée aux défis technologiques et économiques.
- Miser sur des transformations sociales et citoyennes pour accompagner le développement économique et en faire une priorité nationale, à travers la délégation de services citoyenne, le Partenariat Public-Privé participatif populaire (P P P P P).

6. Aide publique au développement :

- Réduire la dépendance à l'aide publique au développement (APD), qui profite principalement aux donateurs, et privilégier les ressources propres pour financer le développement.
- Renforcer les capacités des pays à mobiliser les flux financiers de la diaspora, tout en limitant les taxes sur les transferts internationaux.

7. Partenariats et transferts technologiques :

- Développer des partenariats public-privé (PPP) garantissant un transfert de technologie pour renforcer les capacités industrielles locales.

- Refonder la coopération internationale multilatérale et bilatérale en corrigeant les asymétries budgétaires et inégalités sociales dans les traitements salariaux des personnels expatriés et locaux; l'équité dans la structure budgétaire des institutions et ONG internationales, l'équilibre des ratios budgétaires Process/Impact; l'application de normes de contenu local,...

8. Développement territorial :

- Promouvoir une fiscalité équitable et locale pour permettre aux communautés de financer leurs propres infrastructures et services essentiels.
- Encourager des initiatives locales pour une meilleure gestion des fonds publics au niveau des collectivités territoriales.

CONCLUSION GÉNÉRALE ET PERSPECTIVES :

Cette table ronde a permis de poser les bases d'une réflexion profonde et constructive sur les enjeux économiques, sociaux et politiques liés au développement du Sénégal.

Les recommandations formulées, les débats suscités et les idées partagées témoignent de la richesse des échanges et de l'engagement des participants.

En guise de perspective, il est essentiel de :

- Poursuivre les efforts pour sensibiliser les autorités et les citoyens sur les thématiques clés.
- Organiser des rencontres régulières pour approfondir les points soulevés et répondre aux nouvelles questions émergentes.
- Traduire les propositions en actions concrètes, soutenues par des partenariats stratégiques et une implication citoyenne active.

Les conclusions de cet atelier doivent servir de guide pour **renforcer les politiques publiques, mobiliser les ressources internes et externes et instaurer un modèle de développement inclusif et durable.**

Nous remercions une fois encore tous les participants pour leur précieuse contribution.



BIOGRAPHIE DES PERSONNES RESSOURCES



Elimane H. KANE

Direction exécutif du Think tank Leadership, Ethique, Gouvernance et Stratégies pour l'Afrique - LEGS-Africa

Sociologue, manager, senior fellow for Social and Economic Equity (LSE), Elimane est aussi diplômé en psychologie (CAFPC), en management (Master) et est titulaire de plusieurs certificats spécialisés en Développement International (Gestion de processus multi-acteurs et apprentissage social), Leadership et développement durable (LEAD International), Droits humains (PIDFH – Equitas – Canada).

Egalement, Senior Fellow au London School of Economic and Political Science sur l'Équité économique et sociale (AFSEE), de l'Institut International des Inégalités de Londres. Elimane est consultant international et militant engagé de la société civile depuis 1998. Il est Président et Directeur exécutif du Think tank panafricain LEGS-Africa.



Dr Chérif Salif SY / Modérateur

Économiste et coordonnateur du Forum mondial des alternatives

Economiste sénégalais de renom, Professeur Chérif Salif Sy est enseignant-chercheur, expert-conseil et acteur engagé dans les politiques de développement. Il a occupé plusieurs fonctions de haut niveau, notamment en tant que Conseiller technique chargé des questions économiques auprès du Président Abdoulaye Wade.

Il a été rédacteur et coprésident du Comité de pilotage du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) de 2001 à 2003, contribuant à la structuration de cette initiative phare de l'Union africaine pour le développement du continent.

Engagé dans le développement agricole, Pr SY siège au Comité de pilotage et de gestion du Fonds National de Recherche Agricole et Agroalimentaire (FNRAA). Il a été Directeur général de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) de janvier 2007 à mai 2009, une société anonyme dotée d'un budget de 7,5 millions de dollars américains.

Depuis 2016, il est membre du Comité scientifique de la Revue internationale des études du développement (anciennement Revue Tiers Monde), éditée par l'IEDES de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est également secrétaire général de deux importantes structures de réflexion au Sénégal : l'Association des Chercheurs Sénégalais (ACS) et l'Association Sénégalaise des Économistes (ASE). Il est par ailleurs membre du CODESRIA et du Forum du Tiers-Monde.

À l'échelle internationale, il a été consultant pour la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) sur des thématiques telles que l'aide publique au développement, l'intégration régionale et le commerce. Il préside également le Comité consultatif du Dialogue pour le Partenariat Afrique-Asie, dans le cadre de la création du Conseil Afro-Asiatique pour les Affaires (Africa-Asia Business Council, AABC).

Actuellement, Pr SY dirige sa propre société de conseil, spécialisée dans les politiques publiques, l'intégration régionale, le développement agricole et la coopération Sud-Sud.



Aziz FALL

Coordonnateur à la Direction générale de la Coopération, des financements extérieurs, du Développement du Secteur privé et des Partenariats / Représentant du Ministre de l'Économie, du plan et de la coopération

Professionnel ayant une vaste expérience internationale tant dans le secteur public que dans le secteur privé, Aziz Fall est actuellement le Coordonnateur de la Direction générale de la Coopération, des Financements extérieurs et du Développement du Secteur privé au Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération.

Il occupe ce poste depuis l'année 2023 après 4 ans comme Conseiller spécial du Directeur général de Senelec et Premier Administrateur général de la Fondation Senelec. Cela a suivi une expérience de 6 ans comme Directeur de la Promotion et de la Coopération de l'Agence en charge de la promotion des énergies renouvelables au Sénégal.

Son long séjour à l'étranger (près de 20 ans), notamment en France où il a décroché sa maîtrise en littérature comparée à Paris et au Danemark où il a finalisé son 3^{ème} cycle en Sciences politiques lui confère une vision dialectique du monde et a aiguisé son sens pragmatique. De loin, il a pu mesurer toute la grandeur de son peuple et de son potentiel incommensurable. Cela s'est d'ailleurs traduit par la publication de son premier ouvrage en 2018, *Les promesses d'une devise* ; un ouvrage dans lequel il revisite les fondements du projet national de son pays à travers sa devise : «Un Peuple, Un But, Une Foi». Il a récemment publié son second ouvrage: «Saara et les vagues de l'Atlantique.»

Il aime lire et écrire, surtout c'est un avocat acharné des valeurs citoyennes.



Dr Ndongo Samba SYLLA

Économiste du développement

Ndongo Samba Sylla est un économiste sénégalais spécialisé dans le développement. De 2006 à 2009, il a travaillé comme conseiller technique auprès du Président de la République du Sénégal. Il est actuellement directeur de recherche et de programme au bureau Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxembourg à Dakar. Ses publications portent sur des sujets tels que le commerce équitable, les marchés du travail dans les pays en développement, les mouvements sociaux, la théorie de la démocratie et la souveraineté économique et monétaire.

Il a publié de nombreux ouvrages collectifs, écrit deux livres (*La Démocratie contre la République. L'autre histoire du gouvernement du peuple*, L'Harmattan, Paris, 2015 ; *Le scandale commerce équitable. Le marketing de la pauvreté au service des riches*, L'Harmattan, Paris, 2013) et est co-auteur d'un livre (avec Fanny Pigeaud, *L'arme invisible de la Francafrique. Une histoire du franc CFA*, Paris, La Découverte, 2018). Plus récemment, il a co-dirigé l'ouvrage collectif *Economic and Monetary Sovereignty for 21st century Africa* (Pluto Press, 2021). Ses travaux ont été publiés dans plusieurs langues et sont régulièrement cités dans la presse internationale. Il a été quatre fois champion du monde de Scrabble francophone.

Il est directeur de recherche de la région Afrique de International Development Economics Associates (IDEAs).



Dr Abdou CISSÉ

Expert en actuariat et finance

Après des études scientifiques, Abdou Cissé a enseigné les mathématiques au Sénégal pendant 5 ans avant d'aller en Paris. Il intègre l'Ecole nationale de la Statistique et de l'Administration économique (ENSAE) pour des études en actuariat et finance. Embauché par la banque HSBC, il y passera 10ans autour de la Bancassurance.

Ensuite, il fera 4 ans dans le conseil et l'audit avant de créer CISCO Consulting, cabinet spécifiquement dédié pour contribuer aux évolutions des systèmes économiques et financières du continent. Basé à Paris pour une question de logistique, Abdou Cissé se sent plus proche des Africains du continent, ses clients.

Abdou Cissé a été nommé Président de la Fédération des Actuaires de la FANAF (FAF) afin de contribuer à la revitalisation de l'organisation. A ce poste, il apportera son expertise et sa passion pour l'actuariat, avec des objectifs ambitieux tels que l'adaptation des textes réglementaires et la promotion de la reconnaissance de la FAF à l'échelle internationale.

Abdou Cissé est un militant de l'actuariat qui capitalise 16 années d'activités sur le continent africain. Des activités au cours desquelles il affiche des actions dont l'animation de 198 Séminaires en Actuariat et Finance ; 47 Actuaires transférés de la France vers le continent en tant que parrain de l'association des actuaires africains de Paris ; 102 articles diffusés sur les thèmes de l'Actuariat, la Finance de marché et l'Economie.



Dr Seydou BOCOUM

Enseignant-chercheur, économiste et financier

Seydou Bocoum est un expert polyvalent en économie numérique, technologies financières et leadership, actuellement Vice-Président et Directeur scientifique au LAREM (Laboratoire de Recherches Économiques et Monétaires) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), où il se concentre sur les politiques monétaires, les monnaies numériques de banque centrale (CBDC), et la finance décentralisée (DeFi) sous la supervision du Pr. Seydi Ababacar Dieng.

En parallèle, il préside la commission de « Démocratie participative, droits humains et sécurité urbaine » pour la Ville de Dakar. En tant qu'enseignant, il dispense des cours sur la finance numérique et l'économie numérique à l'ENSAE (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) et possède des certifications de renommées internationales.

Il est diplômé en persuasion et influence sociale de l'Université de Harvard, en finance de Yale, en big data du MIT, et en cybersécurité de l'Université d'Adélaïde. Sa carrière comprend des postes chez Walmart, où il a travaillé en gestion de la qualité et du service à la clientèle, ainsi que des rôles en conseil pour Euro Exim Bank. Bocoum est également un expert certifié de haut niveau du Fonds monétaire international (FMI).

Il est formé en droit des banques centrales, en opérations financières avec un accent sur les droits de tirage spéciaux, ainsi qu'en gestion de la dette, en rapport sur la dette, et en relations avec les investisseurs. Ces qualifications renforcent son expertise en gestion économique et monétaire, particulièrement en ce qui concerne les politiques de banque centrale et les finances internationales, ce qui vient compléter ses autres spécialités en économie numérique et finance décentralisée. Il est actif dans des organisations comme la National Society of Leadership and Success et la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).



Mamadou Mignane DIOUF

Coordinateur du Forum Social Sénégalais

Sociologue du développement, Mamadou Mignane Diouf est tombé très tôt dans le chaudron de la militance. Dès l'université, qu'il fréquente à Dakar, il représente les étudiants au conseil d'administration de son institution. Il milite ensuite dans les mouvements de gauche qui animent la vie intellectuelle de la capitale sénégalaise.

Depuis les années 80, acteur de développement, il travaille sur diverses questions comme: La migration et le développement avec un focus sur la défense des droits des migrants et personnes déplacées, à travers des réseaux comme MADE AFRIQUE, MIGREUREUPE, REMI-DEV, Dialogue global Migration et développement avec les Nations Unies, L'éducation au Développement et à la citoyenneté active, à travers l'espace du Forum social mondial

Les Droits économiques, sociaux culturels, avec la Souveraineté alimentaire, le Droit à l'eau et à l'assainissement, l'Agriculture durable et bio; les droits des minorités et peuples autochtones; le droit à la santé et à l'éducation, avec beaucoup de réseaux en Afrique et dans le monde

Le Leadership transformationnel, plaidoyer, le lobbying, et le renforcement des capacités des jeunes et des femmes, dans un esprit d'équité genre

Le panafricanisme, le Fédéralisme et l'unité du continent, avec des associations panafricanistes, des Institutions étatiques, sous régionales et régionales;

La médiation sociale et politiques dans les conflits pré ou post électoraux, le contrôle citoyen, et l'observation des élections en Afrique

Note conceptuelle Table ronde

Contexte et Justification

Depuis le Consensus de Monterrey en 2002, des stratégies visant l'intégration des pays en développement dans le système économique mondial mettent l'accent sur l'importance des aspects clés du financement du développement comme le financement par l'aide publique, les investissements privés, les réformes commerciales, la gestion de la dette, la coopération internationale. En 2015, la Conférence sur le financement pour le développement qui s'est tenue à Addis-Abeba a marqué un tournant avec l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Elle a visé à définir les moyens de financement pour mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui reposent sur une approche multidimensionnelle qui comprend l'aide au développement, les investissements privés, les partenariats publics-privés, et les flux financiers en provenance des secteurs publics et privés. A cette occasion ont émergé de nouveaux modèles de financement comme la finance verte, les obligations climatiques et la mobilisation des ressources domestiques dans les pays en développement.

Les principaux Objectifs de la Conférence Internationale de Financement du Développement consistent à mobiliser des ressources financières pour atteindre les Objectifs de Développement Durable à travers des moyens efficaces et durables pour financer les initiatives de développement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces stratégies incluent l'aide internationale au développement, les investissements privés, les flux financiers et l'accès aux marchés mondiaux, le renforcement de la coopération internationale, des partenariats Publics-Privés, mais aussi des réformes commerciales.

Dans le cadre de la 4ème conférence internationale sur le Financement du Développement des Nations Unies qui se tiendra en Juin prochain à Séville, il est crucial de discuter des mécanismes et stratégies de financement nécessaires pour engager les États africains et du G77 dans une perspective qui intègre de plus en plus l'aspiration à un changement de paradigme dans les stratégies de financement du développement.

Au Sénégal, l'Agenda national de Transformation Vision Sénégal 2050 présente une feuille de route ambitieuse pour le développement économique, social et environnemental du Sénégal. Sur une période de 25 ans, l'ANT Sénégal 2050 va accélérer de manière continue le rythme de création de valeur via une croissance de 6,5% de l'économie sénégalaise et de 3,7 % de la richesse nationale par habitant du pays. Un scénario de rupture par rapport à l'ancienne perspective tendancielle post indépendance dont la formule accélérée des dix dernières années a occasionné un endettement important de l'état. Cette nouvelle ambition est élaborée dans un contexte difficile de transmission du pouvoir politique marqué par une situation exacerbée des finances publiques avec un taux d'endettement équivalent au produit intérieur brut, presque le même montant à mobiliser pour financer le plan quinquennal 2025-2029 ; et des marges de manœuvres budgétaires très limitées du fait d'un déficit criard de plus de 10 % , des revenus fiscaux insuffisants face à une masse salariale gonflante. Ce qui situe le pays dans un engrenage entre l'encours de la dette et les dépenses budgétaires en croissance pour entamer le premier plan quinquennal 2025-2029.

L'équation du financement de l'ANT Sénégal 2050 est réelle, compte tenu de ses grandes ambitions et du contexte de la gestion des finances publiques et des enjeux liés au paradigme global de financement du développement. D'où l'importance de cette table ronde entre experts du financement du développement, acteurs de la société civile, du secteur privé et décideurs des pouvoirs publics pour envisager également les stratégies alternatives de financement innovant comme le levier monétaire et la réduction de la dette en devises.

Objectifs de la Table Ronde

- Évaluer les stratégies de financement de l'Agenda Vision Sénégal 2050

- Identifier les sources de financement potentielles, y compris les partenariats public- privé, les investissements directs étrangers, la coopération internationale, le levier monétaire, l'épargne nationale,...
- Élaborer des stratégies innovantes pour mobiliser des ressources financières à travers des mécanismes durables et inclusifs
- Renforcer la coopération entre les différentes parties prenantes, y compris les institutions financières, les gouvernements, la société civile et le secteur privé

Participants Clés

Les participants à cette table ronde incluront:

- Représentants du gouvernement sénégalais (Présidence, Primature, Ministère de l'économie, du plan et de la coopération)
- Représentants des institutions financières internationales
- Investisseurs privés et représentants du secteur privé
- Experts en développement durable et en financement
- Organisations de la société civile

Thèmes de Discussion

La table ronde abordera les thèmes suivants:

- Évaluation des besoins financiers: Analyse détaillée des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de Vision Sénégal 2050
- La gestion de la dette
- Partenariats public-privé: Exploration des opportunités et défis liés à la collaboration entre les secteurs public et privé
- Mobilisation des ressources domestiques: Stratégies pour augmenter les revenus internes et réduire la dépendance aux financements extérieurs, y compris la dette en devises.
- Innovations financières: Présentation de nouveaux instruments financiers et mécanismes de financement
- Quel agenda de négociation pour le Sénégal et le G77 à la 4ème conférence internationale de financement du développement

Résultats Attendus

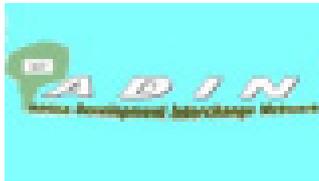
À l'issue de cette table ronde, nous espérons obtenir:

- Un engagement fort de la part des différentes parties prenantes pour soutenir l'Agenda Vision Sénégal 2050 et optimiser les stratégies de financement
- Des propositions concrètes de mécanismes de financement innovants et durables
- Un plan d'action clair pour la mobilisation des ressources financières nécessaires
- Un renforcement des partenariats existants et la création de nouveaux partenariats stratégiques
- Une feuille de route pour la participation du Sénégal à la 4^e conférence internationale sur le financement du développement est élaboré

La table ronde sur le financement de l'Agenda national de Transformation Vision Sénégal 2050 dans le contexte de la 4^{ème} conférence internationale sur le Financement du Développement des Nations Unies représente une opportunité cruciale pour discuter et élaborer des stratégies de financement efficaces, à partir d'une évaluation des forces et faiblesses, opportunités et menaces pour le Sénégal.

La collaboration et l'engagement de toutes les parties prenantes seront essentiels pour garantir l'atteinte et la durabilité des résultats attendus.

LES PARTENAIRES



COSYDEP
Sénégal



Rapport de la Table Ronde sur le Financement de l'Agenda National de Transformation Sénégal 2050

Rapporteur : Seydou DIOUF, *assistant LESG Africa*

Conception : Georges A COLY, *chargé de communication LEGS-Africa*

